

JIN-HYUN PAIK

Candidat à la
Cour internationale de Justice
pour le mandat 2027–2036



République de Corée



Message de Son Excellence Monsieur Cho Hyun Ministre des Affaires étrangères de la République de Corée



Son Excellence Monsieur Cho Hyun
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Corée

“

Sa capacité à aborder des questions de droit complexes en faisant preuve de clarté et d'équité, ainsi que son esprit de collégialité et son ouverture au dialogue, inspirent un large respect autour de lui.

La Cour internationale de Justice (CIJ), principal organe judiciaire des Nations unies, a joué un rôle déterminant, depuis sa création en 1945, dans la défense de l'État de droit et la résolution pacifique des différends entre États. Dans un monde à l'avenir incertain, le rôle de la Cour est d'autant plus crucial. La République de Corée, soutien sans faille du multilatéralisme et du droit international, a contribué de manière constante aux travaux des juridictions internationales et se tient prête à assumer de plus grandes responsabilités dans cet effort commun.

À cet égard, j'ai l'honneur d'annoncer que le Groupe national de la République de Corée au sein de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) présentera la candidature du juge Jin-Hyun Paik à l'élection de 2026 à la CIJ. Il s'agit d'une étape historique, car c'est la toute première candidature d'un juriste coréen à la Cour internationale de Justice. Elle témoigne du soutien résolu de la Corée aux missions de la Cour, mais également de notre engagement envers la promotion d'une représentativité plus large d'un point de vue géographique et juridique au sein de la CIJ.



Le juge Paik est un juriste mondialement respecté, fort d'une carrière distinguée en droit international public. De 2009 à 2023, il a siégé en qualité de juge au Tribunal international du droit de la mer (TIDM), organe judiciaire dont il a aussi été le président de 2017 à 2020. Il a également agi en qualité d'arbitre dans des différends interétatiques sous l'égide de la CPA.

Tout au long de sa carrière, le juge Paik s'est amplement distingué par sa rigueur intellectuelle, son intégrité et son indépendance judiciaire. Sa capacité à aborder des questions de droit complexes en faisant preuve de clarté et d'équité, ainsi que son esprit de collégialité et son ouverture au dialogue, inspirent un large respect autour de lui. À chacune de mes discussions avec le juge Paik, j'ai été le témoin de son érudition et de son intérêt sincère pour des échanges réfléchis et empreints de respect. J'ai la profonde certitude que ces qualités, associées à sa vaste expérience de juriste, en font un candidat exceptionnel.

“

La République de Corée réaffirme son soutien inconditionnel à la CIJ et aux valeurs de justice, de paix et de coopération internationale. C'est avec tout mon respect que je sollicite le soutien des États membres en faveur de la candidature du juge Paik lors de l'élection de 2026.

“

La Cour bénéficiera de sa connaissance approfondie du droit, de son esprit d'analyse aiguisé, de son équanimité et de son sens de l'équité.



Son Excellence Monsieur Patrick ROBINSON
Jamaïque | Ancien juge à la CIJ

J'ai eu l'honneur de collaborer plusieurs années avec le juge Paik sur une affaire qui nécessitait une expertise en droit international public. En tant qu'ancien membre de la Cour, je suis en mesure de dire qu'il possède au plus haut degré toutes les qualifications requises pour être membre de la Cour.

La Cour bénéficiera de sa connaissance approfondie du droit, de son esprit d'analyse aiguisé, de son équanimité et de son sens de l'équité. Sa contribution à la jurisprudence de la Cour sera considérable.

“

J’ai eu le
privège d’être
le témoin
direct de sa
remarquable
acuité
intellectuelle
et de son sens
de l’analyse
exceptionnel.



Son Excellence Monsieur James KATEKA
Tanzanie | Ancien juge au TIDM

Le juge Paik est un éminent universitaire et juriste qui s’est forgé une réputation exceptionnelle tout au long de son illustre carrière.

Ayant travaillé à ses côtés au TIDM, j’ai eu le privilège d’être le témoin direct de sa remarquable acuité intellectuelle et de son sens de l’analyse exceptionnel, aussi bien pendant les délibérations du Tribunal que sous sa présidence.

Le juge Paik a également fait preuve d’excellence pendant son mandat de président de la Société asiatique de droit international, durant lequel il a contribué de manière durable au développement d’une perspective asiatique sur le droit international. Sa détermination à faire progresser le discours juridique international se reflète également dans son élection en tant que membre titulaire de l’Institut de Droit International. Au vu de ses accomplissements exceptionnels et de sa vaste contribution au droit international, je suis certain qu’il sera un juge exemplaire à la CIJ.

A portrait of a middle-aged man with dark hair and glasses, wearing a dark suit, white shirt, and a red patterned tie. He is smiling slightly and looking towards the left. The background is a blurred indoor setting with large windows.

Message de
M. le juge et
professeur
JIN-HYUN PAIK

“

Je suis très honoré d’avoir été choisi comme candidat pour l’élection à la Cour internationale de Justice pour le mandat 2027 – 2036.

Actuellement, la communauté internationale sollicite plus que jamais la Cour pour des dossiers allant des conflits armés au changement climatique. Il en va de même pour les attentes des États à l’égard du rôle de la Cour. Pour qu’elle remplisse correctement sa mission dans ce contexte, les membres de la Cour se doivent d’être extrêmement compétents, indépendants, dévoués et impartiaux.

Je suis convaincu que l’expertise et l’expérience que j’ai acquises en tant qu’universitaire et praticien du droit international, au cours des quatre dernières décennies, constitueront un atout considérable pour les travaux de la Cour dans les années à venir.

| Une maîtrise exceptionnelle du droit international

Professeur de droit international public pendant plus de 35 ans, j'ai mené des recherches et réalisé des publications portant sur une myriade de sujets. En 2015, j'ai été élu membre associé et, en 2021, membre titulaire de l'Institut de Droit International, largement reconnu comme l'une des académies de droit international faisant le plus autorité.



En tant que chercheur, j'ai également collaboré de façon étroite avec des experts d'autres domaines. Cette approche interdisciplinaire m'a permis de développer une meilleure compréhension des affaires mondiales et de replacer les différends juridiques dans un contexte géopolitique plus large, améliorant ainsi ma capacité à aborder le règlement pacifique des différends internationaux avec une perspective plus globale.



| Une grande expérience en tant que juge et arbitre



J'ai eu le privilège de siéger en tant que juge au Tribunal international du droit de la mer (TIDM) pendant plus de 14 ans, dont trois en tant que Président. J'ai également traité des différends interétatiques à la Cour permanente d'arbitrage en tant qu'arbitre. Au cours de mon mandat, j'ai réglé de nombreux différends compliqués, tout en rétablissant des relations amicales entre les parties concernées et favorisant une paix durable.

En tant que juge et arbitre, j'ai toujours fermement tenu à appliquer et à interpréter la loi de manière rigoureuse, tout en collaborant avec mes homologues pour trouver des solutions globales aux litiges, en faisant preuve d'ouverture d'esprit et en sollicitant des points de vue différents. Je crois que cet équilibre — respecter les principes juridiques et promouvoir la collégialité — a été un facteur clé dans la résolution de différends complexes et sensibles.





Construire des ponts entre les pays grâce au droit international

Le renforcement des capacités des pays en développement en matière de droit international et de règlement des différends est un domaine qui me tient tout spécialement à cœur. Je suis particulièrement fier d'avoir pu, en tant que Président du Tribunal international du droit de la mer, initier et mettre en place un atelier annuel de haut niveau pour les conseillers juridiques.

De plus, je me félicite grandement d'avoir, durant mon mandat de président de la Société asiatique de droit international (2015-2017), beaucoup œuvré pour élargir la composition de la Société asiatique de droit international afin d'y inclure l'Asie centrale et occidentale, favorisant ainsi un plus grand engagement envers le droit international dans toute la région. Je reste fermement convaincu que le fait d'améliorer l'accès de toutes les générations des diverses régions à des connaissances et à une formation juridiques fera une différence dans nos efforts collectifs en faveur de la paix et de la justice.

“

Si je suis élu,
la Cour bénéficiera de mon expertise,
de mon expérience et de mon
attachement aux plus hauts standards
qui soient en matière de rigueur
intellectuelle.

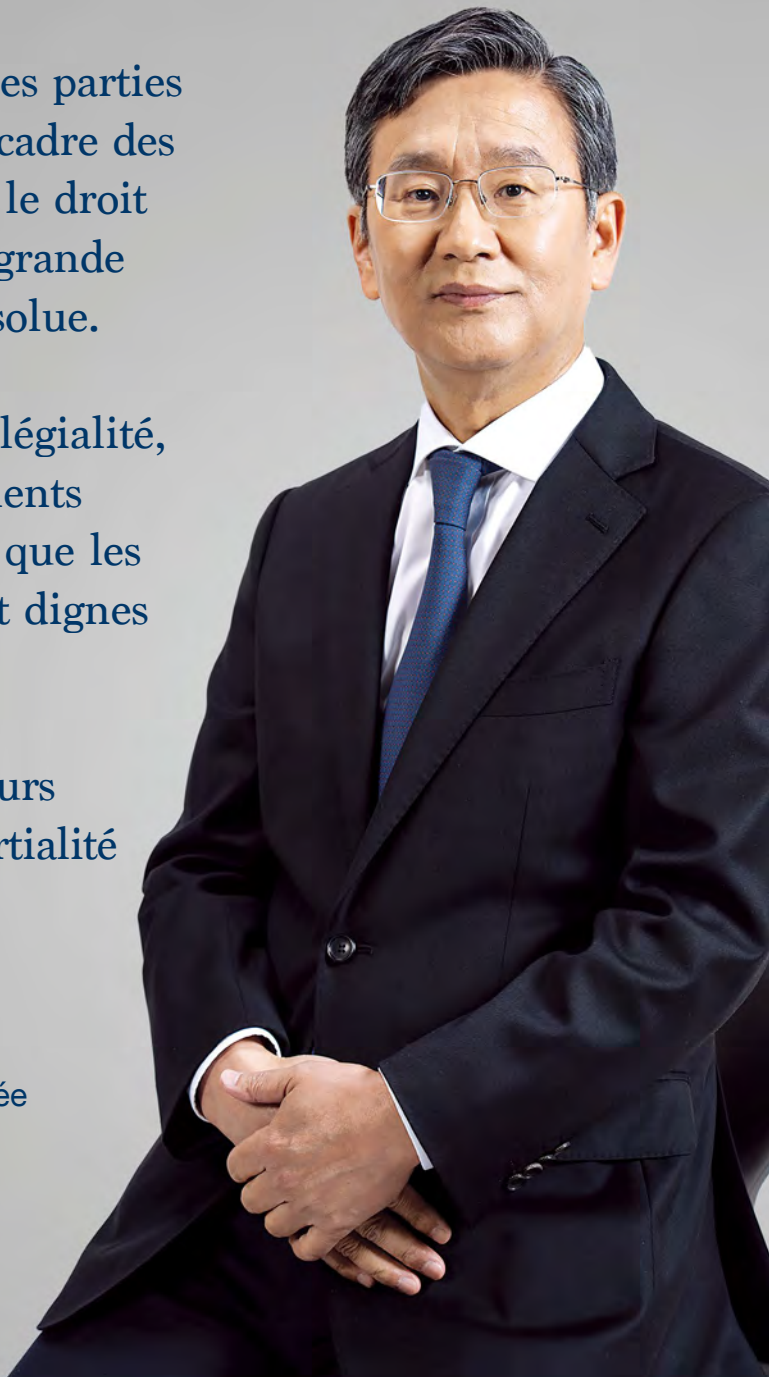
J'écouterai attentivement les parties
et les participants dans le cadre des
procédures, et appliquerai le droit
international avec la plus grande
diligence et une équité absolue.

Guidé par un esprit de collégialité,
je collaborerai avec d'éminents
collègues pour veiller à ce que les
décisions de la Cour soient dignes
du plus grand respect.

Plus que tout, j'agirai toujours
avec indépendance et impartialité
dans toutes mes actions.

JIN-HYUN PAIK

Candidat de la République de Corée
à la Cour internationale de Justice
pour le mandat 2027 – 2036



| Curriculum Vitae

Formations

- 2019 Docteur en droit de l'université de Hambourg, Allemagne
- 1989 Doctorat, Université de Cambridge, Faculté de droit, Royaume-Uni (Droit international)
- 1983 Master en droit, Université Columbia, Faculté de droit, États-Unis
- 1980 Licence de droit, Université nationale de Séoul, Faculté de droit, Corée

Expériences en matière judiciaires et arbitrales

- 2009–2023 Juge au Tribunal international du droit de la mer
- 2019–2023 Président de la Chambre spéciale statuant sur le Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Maurice et les Maldives dans l'océan Indien
- 2017–2020 Président du Tribunal international du droit de la mer
- 2014–2017 Membre de la Chambre spéciale statuant sur le Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire dans l'océan Atlantique
- 2015–2020 Arbitre au Tribunal arbitral (à la CPA) statuant sur l'incident de l'« Enrica Lexie » (Italie c. Inde)
- 2016~ Président du Tribunal arbitral (à la CPA) statuant sur le Différend concernant les droits des États côtiers dans la mer Noire, la mer d'Azov et le détroit de Kertch (Ukraine c. la Fédération de Russie)

Expériences universitaires

Postes universitaires

1997–2023	Professeur de droit international public, École supérieure d'études internationales (GSIS), Université nationale de Séoul (SNU), Corée
2010–2012	Doyen de l'École supérieure d'études internationales, Université nationale de Séoul, Corée
2008–2010	Directeur de l'Institut des affaires internationales (IIA), Université nationale de Séoul, Corée
2006–2008	Directeur du Centre de l'Union européenne en collaboration avec l'Institut coréen pour la politique économique internationale (KIEP) de l'Université nationale de Séoul, Corée
2003, 2005–2007	Doyen associé de l'École supérieure d'études internationales de l'Université nationale de Séoul, Corée
1990–1997	Professeur de droit international public, Académie diplomatique nationale de Corée (ancien Institut des affaires étrangères et de la sécurité nationale), Ministère des Affaires étrangères, Corée

Principaux postes de direction et affiliations universitaires

2015~	Membre de l'Institut de Droit International
2015–2017	Président de la Société asiatique de droit international (AsianSIL)
2010–2017	Membre du Conseil exécutif de la Société asiatique de droit international
2010~	Président du Groupe d'étude sur les voies de communication maritimes (SLOC), Corée
2008–2011	Président du Conseil académique sur le système des Nations Unies de Corée (KACUNS)
2006–2015	Directeur de l'Institut Haesung pour l'éthique des affaires internationales, Corée

Professeur invité et bourses d'études

2014~	Membre émérite de l'Institut du droit de la mer, Université de Californie à Berkeley, États-Unis
-------	--

2013	Chercheur invité de l'Institut Max-Planck de droit public et international comparé, Heidelberg, Allemagne
2003–2004	Professeur invité de l'École des hautes études internationales Paul Nitze (SAIS), Université Johns Hopkins, États-Unis
2003	Professeur invité de l'Institution Hoover, Université Stanford, États-Unis
2000	Professeur invité de la RAND Corporation, Santa Monica, États-Unis
1985	Bourse doctorale de l'Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas

Expériences d'enseignement

Depuis 1989, le juge Paik a régulièrement donné des cours spécifiques portant sur une myriade de sujets en lien avec le droit international dans des universités et des institutions académiques du monde entier, parmi lesquelles :

L'Académie de droit international de La Haye (cours spécial en 2023 ; cours avancé en 2024)

L'Académie Rhodes de droit et de politique océanique (2011 – 2024)

L'Académie des îles Féroé sur le plateau continental (2014, 2016, 2023)

L'Académie de droit international de Xiamen (2018)

L'Institut de droit maritime international (2016, 2018, 2022, 2023)

L'Académie d'été de la Fondation internationale du droit de la mer (2014, 2018)

L'Académie de droit international de Séoul (2016 – 2024)

L'Académie du droit de la mer de Yeosu (2014 – 2024)

La Bibliothèque audiovisuelle de droit international et Cours régional de droit international des Nations Unies (2010)

Le juge Paik a également prononcé des discours liminaires et présenté des articles lors de nombreuses conférences et séminaires internationaux sur divers aspects du droit international dans le monde entier.

**Principales
expériences
en matière de
négociations
internationales**

1995	Conseiller juridique de la délégation coréenne à l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM)
1994–2008	Membre du Conseil de coopération pour la sécurité dans la région Asie-Pacifique (CSCAP), Groupe de travail sur la coopération maritime
1993–1995	Membre de la délégation coréenne à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (48e–50e sessions)
1993–1994	Conseiller juridique de la délégation coréenne dans le cadre des consultations informelles du Secrétaire général des Nations Unies sur le droit de la mer (5e–8e sessions)
1992–1997	Conseiller juridique de la délégation coréenne dans le cadre des négociations portant sur les accords de pêche avec la Chine et le Japon, et sur la partie centrale de la mer de Béring
1992	Membre de la délégation coréenne au Comité spécial des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
1991–1992	Président du Groupe asiatique du G-77, Commission préparatoire pour l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer
1990–1994	Conseiller juridique de la délégation coréenne à la Commission préparatoire pour l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer (8e–12e sessions)
1990–1993	Conseiller juridique de la délégation coréenne dans le cadre des négociations des traités d'entraide judiciaire et d'extradition avec le Canada, les États-Unis, le Brésil, la Thaïlande, l'Indonésie et l'Australie

**Principales
missions de
conseil et autres
expériences
professionnelles**

2023~	Président du conseil d'administration de l'Institut Haesung pour l'éthique des affaires internationales, Corée
2017-2020	Président du conseil d'administration de la Fondation internationale du droit de la mer (IFLOS)
2012~	Membre du Comité consultatif international du Centre de droit international, Singapour
2000-2002	Membre du Comité consultatif du ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Corée
1999-2000	Membre du Comité consultatif du Conseil de sécurité nationale, Corée
1994-1997	Membre de la Commission présidentielle pour la planification des politiques, Corée
1989~	Membre du barreau de New York

**Activités de
renforcement des
compétences**

Au cours des deux dernières décennies, le juge Paik a créé, organisé et participé activement à des projets de renforcement des compétences axés sur le droit international et le règlement des différends destinés aux universitaires, aux juristes et aux fonctionnaires de pays en développement. Ces initiatives comprennent le Cours régional de droit international des Nations Unies, l'atelier des conseillers juridiques du TIDM et divers projets appuyés par l'Agence de coopération internationale de la République de Corée (KOICA).

Livres (en anglais et en coréen)

Régir les ressources océaniques : nouveaux défis et régimes émergents, Jin-Hyun Paik et coll. (éd.), Martinus Nijhoff Publishers, 2013

Régions, institutions et droit de la mer, Jin-Hyun Paik et Harry N. Scheiber (éd.), Martinus Nijhoff Publishers, 2013

Approches asiatiques du droit international et héritage du colonialisme, Jin-Hyun Paik et coll. (éd.), Routledge, 2012

Le régime de non-prolifération nucléaire à la croisée des chemins et la Corée, Jin-Hyun Paik (éd.), Oreum Publishing House, 2010 (en coréen)

Affaires maritimes en Asie du Nord-Est et perspectives de coopération entre la Corée et la Chine, Jin-Hyun Paik et Jiao Yongke (éd.), Seoul Press, 1994

Explorer la coopération maritime en Asie du Nord-Est : Possibilités et perspectives, Jin-Hyun Paik et coll. (éd.), Seoul Press, 1993

Articles (en anglais et en coréen)

« Le Tribunal international du droit de la mer : gardien judiciaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », C. Cheng (éd.), Nouvelles tendances du droit international : Festschrift en l'honneur du juge Hisashi Owada, Brill/Nijhoff, 2024

« La contribution de l'Institut de Droit International concernant la réglementation des espaces : le droit de la mer », M. Koehn et I. van der Heijden (éd.), Justitia et Pace : 1873 – 2023, A. Pedone-Paris, 2023

« Accords tacites », Encyclopédie Max Planck de droit international public, Oxford University Press, 2020

- « Différends impliquant des questions scientifiques et techniques, et le Tribunal international du droit de la mer », T. Heidar (éd.), Nouvelles connaissances et évolution du contexte dans le droit de la mer, Brill/Nijhoff, 2020
- « Zone grise dans l'affaire du golfe du Bengale », M. H. Nordquist, J. N. Moore et R. Long (éd.), Économie maritime internationale : droit et politique, Brill/Nijhoff, 2017
- « L'origine du principe de prolongation naturelle : nouvel examen des affaires relatives au plateau continental de la mer du Nord », Lilian del Castillo (éd.), Le droit de la mer, de Grotius au Tribunal international du droit de la mer, Brill/Nijhoff, 2015
- « Essor du règlement juridictionnel international et son impact sur la résolution des différends internationaux », J.H. Paik et coll. (éd.), Approches asiatiques du droit international et héritage du colonialisme, Routledge, 2012
- « Rôle de la proportionnalité dans la délimitation maritime : état de la jurisprudence », H.P. Hestermeyer et coll. (éd.), Coexistence, Coopération et solidarité, Martinus Nijhoff Publishers, 2012
- « Progrès et limites du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires », J.H. Paik (éd.), Le régime de non-prolifération nucléaire à la croisée des chemins et la Corée, Oreum Publishing House, 2010 (en coréen)
- « Étude du régime de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : cas particulier des institutions du droit de la mer », Journal coréen de droit international, vol. 50, no 3, 2005 (en coréen)
- « Mise en œuvre du mécanisme du Protocole de Kyoto dans le cadre de la Convention-cadre sur les changements climatiques », Revue des études internationales et régionales, vol. 12, no 4, 2003 (en coréen)
- « Effet juridique interne des traités : analyse comparative des théories, des pratiques et des politiques », Journal coréen du droit international, vol. 45, no 1, 2000 (en coréen)

« Science et technologie dans la diplomatie environnementale », Revue des études internationales et régionales, vol. 7, no 2, 1998 (en coréen)

« Aspect juridique des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : cas particulier du droit et des pratiques internes de la Corée », Revue du droit international de Séoul, vol. 3, no 2, 1996

« Les Nations Unies peuvent-elles rétablir la paix ? Le rôle des Nations Unies pour le rétablissement de la paix dans le droit international et les relations internationales », Kyung-Won Kim (éd.), L'essor de l'Asie orientale et des Nations Unies, 1995

« Droit et pratiques relatifs aux mesures commerciales liées à l'environnement : avec une référence particulière à l'interprétation et à l'application des règles commerciales multilatérales », Journal coréen du droit international, vol. 40, no 1, 1995 (en coréen)

« Asie orientale et droit de la mer », D. Rothwell et J. Crawford (éd.), Le droit de la mer dans la région Asie-Pacifique : développements et perspectives, Martinus Nijhoff Publishers, 1994

« Repenser la sécurité collective dans le monde de l'après-guerre froide », J.Y. Ra (éd.), Le nouvel ordre mondial et le rôle des Nations Unies, 1994

« Relation entre les États utilisateurs et les États côtiers en matière de navigation internationale », E. Miles et T. Kuribayashi (éd.), Le droit de la mer dans les années 90 : un cadre pour le développement de la coopération internationale, University of Hawaii Press, 1992

« Une frontière unique pour le plateau continental et la zone économique exclusive », Journal coréen de droit comparé, vol. 17, 1989

JIN-HYUN PAIK

Candidat de la République de Corée pour l'élection
à la Cour internationale de Justice
pour le mandat 2027 – 2036

AFFILIATIONS ACTUELLES

Conseiller principal, Académie diplomatique nationale
de Corée, Centre de droit international, Corée
Professeur émérite, Université nationale de Séoul, Corée

COORDONNÉES

Korea National Diplomatic Academy
2572 Nambusunhwan-ro, Seocho-gu, Séoul, Corée 06750

Téléphone portable: +82-10-2244-3572

E-mail: jhpaik@snu.ac.kr

Site Web: www.jhpaik.com

JIN-HYUN PAIK

Candidat à la CIJ | République de Corée



www.jhpaik.com